

17 FEV. 1972

# Bonn exprime au Vatican son « étonnement » à la suite des critiques contre le projet de loi sur l'avortement

De notre correspondant

Bonn. Une polémique engagée depuis plusieurs jours entre Bonn et le Vatican a eu, mardi 15 février, une répercussion sur le plan diplomatique. Le nonce apostolique, Mgr Corrado Bafile, a été, en effet, convoqué au ministère des affaires étrangères de Bonn, où il a été reçu par M. Paul Frank, secrétaire d'Etat.

Aucun détail n'a été donné officiellement sur la teneur de cet entretien. On admet cependant, dans les milieux politiques de la capitale, que M. Frank aurait exprimé l'« étonnement » des autorités ouest-allemandes devant une très vive critique parue dans l'*Osservatore romano* à propos du projet de loi sur l'avortement mis au point par le cabinet de Bonn. L'organe du Vatican s'en était pris de façon très directe au projet, lequel prévoit une interruption de la grossesse non seulement pour des raisons médicales mais aussi dans certains cas de difficultés « sociales ». Rappelant les objections traditionnelles de l'Eglise contre l'avortement, l'*Osservatore romano* avait cru bon d'ajouter qu'il n'y aurait

qu'un très « petit pas » de l'avortement à la stérilisation, à l'euthanasie et à la suppression de « vies de peu de valeur ». Il serait donc très troublant, écrit le journal, qu'en Allemagne, « précisément », une telle politique pût être remise en honneur. Pour rendre l'allusion au nazisme encore plus claire, le rédacteur de l'*Osservatore romano* avait intitulé son article « Le présent et le passé ».

A Bonn, on a naturellement relevé que l'organe du Vatican n'avait pas cru nécessaire d'adopter un ton aussi vif pour critiquer la libéralisation de l'avortement en Grande-Bretagne et dans certains Etats américains. C'est pourquoi on tend ici à voir dans l'article de l'*Osservatore romano* une véritable « intervention » dans les affaires intérieures de la République fédérale.

Sans aller aussi loin, la *Frankfurter Allgemeine* attribue néanmoins à l'*Osservatore romano* un « manque de sagesse tout à fait incompréhensible ».

C'est cependant dans le camp libéral que les réactions sont les plus vives. Pour la *Frankfurter Rundschau* notamment, l'*Osservatore romano* se serait rendu coupable de « diffamation » pure et simple en établissant un lien entre la réforme proposée par le gouvernement de Bonn et la politique du national-socialisme. Le journal va jusqu'à conclure que la curie romaine « aurait dû combattre Hitler il y a quarante ans, et cela devant sa propre porte, aux bords du Tibre ».

JEAN WETZ.

MONDE